

Pour une instruction obligatoire sans sections

Baisser les attentes ne tire aucun élève vers le haut

En assurant de meilleures chances aux plus défavorisés, on élève en même temps le niveau moyen de l'ensemble des écoliers. | Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse, 2007

Si l'instruction est **obligatoire** jusqu'à 15 ans, c'est qu'un certain nombre de savoirs sont indispensables pour assurer la **cohésion sociale** et la formation de base de **chaque citoyen**. Pourquoi créer des filières séparées à cet âge ? Les élèves qui ont le plus besoin d'être stimulés en concluent qu'une certaine culture est hors de leur portée. Les autres, que les savoirs pratiques ou techniques ne sont destinés qu'à ceux qui ont échoué. Les États qui veulent rassembler chaque génération autour de valeurs et de connaissances partagées les forment **tous ensemble** à ne pas mépriser le savoir des autres et à s'entraider pour progresser.

Ils se basent pour cela sur plusieurs constats avérés :

- Plus les attentes des adultes sont **élevées**, plus les enfants croient eux aussi en leurs capacités, mieux ils apprennent, plus ils sont motivés.
- Dans une classe hétérogène, les élèves les plus faibles ne freinent pas les plus forts ; ils sont **tirés en avant**, comme les coureurs cyclistes s'accrochant à la roue des meilleurs du peloton.
- Moins il y a de sections, de séparations, de ségrégations, meilleur est le climat dans les établissements.
- Les systèmes scolaires qui ont un **tronc commun** jusqu'à 15 ou 16 ans (Finlande, Suède, Japon, etc.) – qui ne pratiquent ni les filières cloisonnées, ni le redoublement – obtiennent de meilleurs résultats que ceux qui sélectionnent précocement. Ils réduisent les écarts que les autres agrandissent ; ils généralisent l'émulation au lieu d'enfermer chacun dans sa section.
- Le passage d'un système qui sépare à un système qui intègre ne peut pas se décréter : une réforme de cette importance demande un travail de **longue haleine** et des moyens conséquents : une pédagogie différenciée, des regroupements souples et modulables en fonction des besoins des élèves, un travail collectif dans les établissements, l'implication des enseignants, le soutien des parents, des autorités et de la population.

La position de Former sans exclure

Durant l'école obligatoire, l'effort doit porter sur l'apprentissage de tous les élèves, pas sur leur sélection dans des filières hiérarchisées et la relégation des plus faibles. Les savoirs abstraits sont accessibles à tous les enfants, à condition de les en croire capables et de se donner les moyens d'une politique de l'école visant résolument l'intégration.

Pour avancer dans cette direction, il est nécessaire de :

- ✓ S'affranchir des calculs politiques pour faire de **l'école de l'intégration** un projet collectif à long terme, transcendant les clivages partisans.
- ✓ Définir sans équivoque l'ensemble des savoirs et des compétences visés **pour tous** à la fin de l'école obligatoire. Ne renoncer ni aux savoirs instrumentaux (lire le journal, compter son argent, parler en anglais), ni aux grandes questions que nous posent l'art, l'histoire ou la science (qu'est-ce que la beauté ? la justice ? la vérité ?).
- ✓ Organiser le travail scolaire, les classes et les établissements de manière à **différencier la pédagogie** en fonction des obstacles rencontrés par les élèves en difficulté.
- ✓ Cesser de croire que l'échec et le découragement des plus faibles tirent le reste des élèves vers le haut. Dans les systèmes performants, le **résultat des meilleurs** et le **niveau moyen** sont tous les deux plus élevés.

Les recherches évoquées dans ce document sont disponibles sur le site de Former sans exclure : www.former-sans-exclure.org